

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le 6 février 1986, d'une demande d'avis sur une proposition de loi "modifiant l'article 3 de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique", a donné le 9 juin 1986 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 6 februari 1986 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem van advies te dienen over een voorstel van wet "tot wijziging van artikel 3 van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend", heeft op 9 juni 1986 het volgend advies gegeven :

Dans les développements, l'auteur de la proposition (1) constate que les actes relatifs à une association sans but lucratif ne sont publiés au Moniteur belge que plusieurs mois après leur transmission (treize mois actuellement, selon lui) ce qui met cette association devant le dilemme suivant : ou bien attendre la publication sans exercer aucune activité, alors qu'elle peut avoir été créée pour répondre à un besoin urgent; ou bien exercer son activité immédiatement aux risques et périls de ses membres qui pourraient être tenus pour personnellement responsables de ses engagements.

L'auteur de la proposition suggère de remplacer l'article 3 de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, qui est actuellement rédigé comme suit :

"La personnalité civile est acquise à l'association à compter du jour où ses statuts, les noms, prénoms, professions, domiciles de ses administrateurs désignés en conformité des statuts, sont publiés aux annexes du "Moniteur",

par le texte suivant :

"La personnalité civile est acquise à l'association à compter du jour où l'association reçoit l'accusé de réception des statuts qui lui est adressé par le Moniteur belge".

.../...

(1) Chambre, session 1985-1986, Doc. 267, n° 1.

La proposition attache ainsi des effets de droit à une pratique suivie actuellement par la direction du Moniteur belge.

+

1. L'article 3 de la loi précitée du 27 juin 1921 doit être mis en rapport avec l'article 26, alinéa 1er, de la même loi, qui dispose de la manière suivante :

"En cas d'omission des publications et formalités prescrites par les articles 3, 9, 10 et 11, l'association ne pourra se prévaloir de la personnalité juridique à l'égard des tiers, lesquels auront néanmoins la faculté d'en faire état contre elle".

Il y aurait donc lieu de modifier non seulement l'article 3 mais aussi l'article 26 de cette loi. Cette solution se justifie d'autant plus que cet article 26 attache la même conséquence à l'omission des publications prescrites par l'article 9 (modifications aux statuts, nominations, démissions et révocations d'administrateurs) qu'à l'omission des publications prescrites par l'article 3.

2. Quant au fond, la proposition appelle une objection capitale à savoir que le régime qu'elle tend à établir, priverait les tiers de la garantie essentielle que constitue la publication au Moniteur belge. L'accusé de réception de l'acte à publier sera, en effet, envoyé par la direction du Moniteur à l'association en cause qui ne sera aucunement tenue de le communiquer aux tiers. Ceux-ci pourraient donc se voir opposer un acte dont ils n'auraient même pas pu prendre connaissance.

.../...

3. La solution du problème que la proposition tend à régler pourrait utilement s'inspirer de celle qui a été adoptée dans le cas des sociétés commerciales. L'article 10, § 4, des lois coordonnées du 30 novembre 1935, tel qu'il a été modifié par les lois du 6 mars 1973 et du 24 mars 1978, porte en effet ce qui suit, en son alinéa 1er :

"Les actes ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour de leur publication par extrait ou par mention aux annexes du Moniteur belge, sauf si la société prouve que ces tiers en avaient antérieurement connaissance".

L'article 10 des lois coordonnées du 30 novembre 1935 sur les sociétés commerciales (Titre IX du Code de commerce) a été modifié de façon à rendre la législation belge conforme à une directive du 9 mars 1968 du Conseil des Communautés européennes. Les mots "sauf si la société prouve que ces tiers en avaient connaissance" de l'article 10, § 4, alinéa 1er, sont repris de l'article 3, § 5, de cette directive (voir Pasinomie 1973, p. 185) (1) qui est elle-même inspirée sur ce point de dispositions des lois allemande et italienne sur les sociétés (voir Van Ommeslaghe : "La première directive du Conseil du 9 mars 1968" dans "Cahiers de droit européen", 1969, pp. 495 à 563 et spécialement pages 528, 529 et 532). Ce texte donne la possibilité à une société de pallier un retard dans la publication d'un acte qui la concerne : il lui suffit de communiquer aux personnes avec qui elle entre en relations d'affaires une copie de cet acte ou de l'extrait déposé

.../...

(1) Le législateur belge s'est borné à ajouter le mot "antérieurement" au texte de la directive.

au greffe du tribunal de commerce en vue de la publication, conformément à l'article 10, § 1er, des lois coordonnées du 30 novembre 1935, modifiées par la loi du 6 mars 1973, et de se ménager une preuve de cette communication (1).

La suggestion faite ci-dessus devrait donc entraîner un remaniement de l'article 26 et plus précisément la division du premier alinéa en deux alinéas. Le texte actuel de ce premier alinéa rend la personnalité juridique inopposable aux tiers aussi bien quand les publications et formalités prescrites aux articles 10 et 11 ont été omises que quand les publications prescrites aux articles 3 et 9 ont été omises. Or la dérogation proposée ("sauf si l'association prouve que ces tiers en ont eu antérieurement connaissance") ne pourrait être d'application qu'en cas d'omission des publications visées par les articles 3 et 9.

.../...

(1) Voir sur ce point M. Van der Haegen et Cl. Verbraeken "L'adaptation de la législation belge à la première directive de la C.E.E. relative aux sociétés - Commentaire de la loi du 6 mars 1973". Journal des Tribunaux, 1974, pages 125 à 136 et spécialement le n° 14, p. 128, dont le passage suivant est extrait :

"Alors qu'antérieurement, la société ne pouvait jamais renverser la présomption selon laquelle les tiers sont censés ignorer les dispositions non publiées, elle pourra désormais prouver leur mauvaise foi. Les personnes qui interviennent pour la société avant la publication des statuts ou de leur nomination ont donc actuellement un intérêt évident à communiquer les statuts ou leurs pouvoirs aux tiers et à mentionner cette communication dans les contrats".

4. La proposition impose implicitement à la direction du Moniteur belge de faire ce qu'elle fait déjà, de sa propre initiative : envoyer à l'association dont un acte doit être publié un récépissé et une copie conforme de cet acte. Mais il serait préférable que cette obligation fasse l'objet d'une disposition expresse qui pourrait former un article 25bis ou le premier alinéa de l'article 26.

Il ne serait cependant pas nécessaire que l'association communique systématiquement aux tiers le récépissé et la copie certifiée conforme envoyés par la direction du Moniteur. Il suffirait qu'elle communique un texte conforme à celui qui a été transmis au Moniteur, quitte à produire le récépissé et la copie certifiée conforme en cas de contestation sur le contenu de l'acte.

5. La proposition ne tient pas compte de ce que la direction du Moniteur belge n'est tenue de publier les actes des associations sans but lucratif que quand le coût de cette publication lui a été versé. Une association pourrait donc se prévaloir de la personnalité civile, en l'absence de publication, alors que c'est par sa faute que l'acte n'a pas été publié, parce qu'elle a négligé d'en payer les frais. La proposition devrait être complétée pour tenir compte de cette hypothèse.

De indiener van het voorstel (1) wijst er in de toelichting op dat de akten betreffende een vereniging zonder winstoogmerk eerst verscheidene maanden na de overzending ervan in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt (volgens hem momenteel dertien maanden), wat die vereniging voor het volgende dilemma stelt : ofwel de bekendmaking afwachten zonder enige activiteit uit te oefenen, ofschoon de vereniging opgericht kan zijn om in een dringende behoefte te voorzien; ofwel de activiteit onmiddellijk uitoefenen, op eigen risico van de leden, die persoonlijk aansprakelijk gesteld zouden kunnen worden voor de verbintenissen van de vereniging.

De indiener van het voorstel geeft in overweging artikel 3 van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de vereniging zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend, welk artikel thans ook als volgt luidt :

"De vereniging bezit rechtspersoonlijkheid vanaf de dag, waarop haar statuten, de namen, de voornamen, het beroep en de woonplaats van haar overeenkomstig de statuten aangewezen beheerders in de bijlagen van het "Staatsblad" zijn bekend gemaakt",

te vervangen door de volgende tekst :

"De vereniging bezit rechtspersoonlijkheid vanaf de dag waarop zij het haar door het Belgisch Staatsblad toegezonden bewijs van ontvangst van de statuten krijgt".

.../...

(1) Kamer, zitting 1985-1986, Gedr. St. 267, nr. 1.

Zodoende verbindt het voorstel rechtsgevolgen aan een handelwijze die thans door de directie van het Belgisch Staatsblad wordt gevolgd.

+

1. Artikel 3 van de voormelde wet van 27 juni 1921 moet in verband worden gebracht met artikel 26, eerste lid, van dezelfde wet, dat het volgende bepaalt :

"Ingeval de bekendmakingen en de formaliteiten voorgeschreven door de artikelen 3, 9, 10 en 11, werden verzuimd, kan de vereniging zich niet op de rechtspersoonlijkheid beroepen tegenover derden; deze zijn echter wel gerechtigd ze in te roepen tegenover de vereniging".

Het zou dus nodig zijn niet alleen artikel 3, maar ook artikel 26 van die wet te wijzigen. Zulk een regeling is des te meer gerechtvaardigd daar dat artikel 26 hetzelfde gevolg verbindt aan het verzuimen van de door artikel 9 voorgeschreven bekendmakingen (wijzigingen in de statuten, benoemingen, ontslagnemingen of afzettingen van een beheerder) als aan het verzuimen van de bekendmakingen die door artikel 3 zijn voorgeschreven.

2. Wat de inhoud betreft, moet tegen het voorstel een zeer groot bezwaar worden gemaakt, namelijk dat de regeling die het beoogt in te stellen, derden de essentiële waarborg die de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad uitmaakt, zou ontnemen. Het bewijs van ontvangst van de akte die bekendgemaakt moet worden, zal immers door de directie van het Staatsblad aan de vereniging in kwestie worden gezonden, die geenszins verplicht zal zijn om derden ervan kennis te geven. Dezen zouden dus kunnen ervaren dat men zich beroept op een akte waarvan ze zelfs geen kennis hebben kunnen nemen.

3. Voor de oplossing van het probleem dat het voorstel beoogt te regelen, zou gevoeglijk kunnen worden te werk gegaan zoals voor de handelsvennootschappen is gedaan. Artikel 10, § 4, van de gecoördineerde wetten van 30 november 1935, zoals het gewijzigd is bij de wetten van 6 maart 1973 en van 24 maart 1978, bepaalt immers in het eerste lid :

"De akten kunnen aan derden niet worden tegengeworpen dan vanaf de dag dat zij bij uittreksel of in de vorm van een mededeling in de Bijlagen tot het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt, tenzij de vennootschap aantoont dat die derden er tevoren kennis van droegen".

Artikel 10 van de gecoördineerde wetten van 30 november 1935 op de handelsvennootschappen (Titel IX van het Wetboek van Koophandel) is gewijzigd om de Belgische wetgeving in overeenstemming te brengen met een richtlijn van 9 maart 1968 van de Raad van de Europese Gemeenschappen. De woorden "tenzij de vennootschap aantoont dat die derden er kennis van droegen" in artikel 10, § 4, eerste lid, zijn overgenomen van artikel 3, § 5, van die richtlijn (1), die zelf op dat punt bepalingen van de Duitse en van de Italiaanse wet op de vennootschappen tot voorbeeld heeft genomen (zie Van Ommeslaghe : "La première directive du Conseil du 9 mars 1968" in "Cahiers de droit européen", 1969, blz. 495 tot 563, inzonderheid blz. 528, 529 en 532). Die tekst biedt een vennootschap de mogelijkheid om vertraging bij de bekendmaking van een akte die haar betreft, te ondervangen : het is voldoende dat zij de personen met wie zij zakelijke betrekkingen aanknoopt, in het bezit stelt van een afschrift van die akte of van het uittreksel dat overeenkomstig artikel 10, § 1, van de gecoördineerde wetten van 30 november 1935, gewijzigd bij de wet van 6 maart 1973, met het oog op de bekendmaking ter griffie van de rechtbank van koophandel is

.../...

(1) De Belgische wetgever heeft zich bepaald tot het toevoegen van het woord "tevoren" aan de tekst van de richtlijn.

neergelegd, en dat zij erop toeziet dat zij een bewijs daarvan heeft (1).

De hiervoren gedane suggestie zou dus een herschikking van artikel 26 tot gevolg moeten hebben, waarbij meer bepaald het eerste lid in twee leden zou worden verdeeld. De huidige tekst van het eerste lid maakt dat de rechtspersoonlijkheid niet aan derden kan worden tegengeworpen, zowel wanneer de in de artikelen 10 en 11 voorgeschreven bekendmakingen en formaliteiten zijn verzuimd als wanneer de in de artikelen 3 en 9 voorgeschreven bekendmakingen zijn verzuimd. Welnu, de voorgestelde afwijking ("tenzij de vereniging aantoonst dat die derden er tevoren kennis van hebben gedragen") zou alleen toepassing kunnen vinden in geval van verzuim van de door de artikelen 3 en 9 bedoelde bekendmakingen.

4. Het voorstel verplicht de directie van het Belgisch Staatsblad impliciet tot het doen van wat zij reeds uit eigen beweging doet : aan de vereniging waarvan een akte moet worden bekendgemaakt een ontvangbewijs en een eensluidend afschrift

.../...

-
- (1) Zie wat dit betreft M. Van der Haegen en Cl. Verbraeken "L'adaptation de la législation belge à la première directive de la C.E.E. relative aux sociétés - Commentaire de la loi du 6 mars 1973". "Journal des Tribunaux", 1974, blz. 125 tot 136, inzonderheid nr. 14, blz. 128, waaruit de volgende passage is overgenomen :

"Alors qu'antérieurement, la société ne pouvait jamais renverser la présomption selon laquelle les tiers sont censés ignorer les dispositions non publiées, elle pourra désormais prouver leur mauvaise foi. Les personnes qui interviennent pour la société avant la publication des statuts ou de leur nomination ont donc actuellement un intérêt évident à communiquer les statuts ou leurs pouvoirs aux tiers et à mentionner cette communication dans les contrats".

van die akte zenden. Het zou echter verkieslijk zijn om die verplichting op te nemen in een uitdrukkelijke bepaling die een artikel 25bis of het eerste lid van artikel 26 zou kunnen vormen.

Het zou evenwel niet noodzakelijk zijn dat de vereniging het door de directie van het Staatsblad toegezonden ontvangbewijs en voor eensluidend verklaard afschrift systematisch aan derden doet geworden. Zij zou kunnen volstaan met het doen toekomen van een tekst die overeenstemt met die welke aan het Staatsblad is overgezonden, wat niet verhindert dat zij bij betwisting van de inhoud van de akte het ontvangbewijs en het voor eensluidend verklaard afschrift zou moeten voorleggen.

5. Het voorstel houdt er geen rekening mee dat de directie van het Belgisch Staatsblad slechts verplicht is om de akten van de verenigingen zonder winstoogmerk bekend te maken als de prijs van de bekendmaking haar is voldaan. Een vereniging zou zich dus bij niet-bekendmaking op rechtspersoonlijkheid kunnen beroepen ofschoon de akte door haar schuld niet bekendgemaakt is omdat zij verzuimd heeft de kosten ervan te betalen. Het voorstel zou moeten worden aangevuld om rekening te houden met die hypothese.

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT,
de Heren :

J.-J. STRYCKMANS,
P. FINCOEUR,

Cl. DESCHAMPS,
P. GOTHOT,

Madame : M. VAN GERREWEY,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY.

J. LIGOT.